

**Conseil européen - Union  
européenne - Déclaration de Mme  
Federica Mogherini, haute  
représentante, au nom de l'UE, à  
l'occasion de la journée  
internationale pour le soutien aux  
victimes de la torture -  
Communiqué de presse  
(Bruxelles, 25 juin 2017)**

À l'occasion de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, nous appelons une fois encore à mettre fin à la torture sous toutes ses formes et à répondre aux souffrances de tous ceux qui ont été exposés à cette pratique terrible et inhumaine, ainsi que de leurs familles et de leurs proches. Nos pensées vont aussi à tous ceux qui s'engagent sans relâche dans la lutte contre la torture, sensibilisent à ce phénomène et s'occupent des victimes, parfois au péril de leur propre sécurité et de leur propre vie. En écoutant les victimes de la torture, nous comprenons mieux comment la combattre.

La torture est interdite de manière non équivoque par le droit international, dans toutes les circonstances et sans exception. Toutefois, la lutte visant à l'éradiquer est loin d'être gagnée. La ferme volonté de l'UE de lutter contre la torture et les mauvais traitements, où qu'ils se produisent, est ancrée dans la charte des droits fondamentaux et confirmée et décrite dans le plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2015-2019. Pour atteindre cet objectif, l'UE bâtit activement des coalitions avec des partenaires et la société civile. En décembre dernier seulement, nous avons célébré la journée des droits de l'homme en organisant le forum UE-ONG 2016 sur les droits de l'homme visant à prévenir et interdire la torture au niveau mondial, ainsi qu'à y remédier.

La lutte contre la torture n'est pas seulement une affaire de sensibilisation, mais aussi d'action effective. L'UE continue d'oeuvrer à la promotion du droit des victimes à la réhabilitation et à d'autres moyens de réparation; à l'introduction de garde-fous à tous les stades de la privation de liberté, en ouvrant les lieux de détention à des fins de contrôle; à l'examen des allégations de torture de manière effective et indépendante et à la traduction des auteurs en justice. L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) est une source de financement importante pour la réhabilitation des victimes et la prévention de la torture dans le monde entier. En 2017, il financera plusieurs nouveaux projets de la société civile visant à lutter contre la torture et les mauvais traitements, pour un montant total de 13,5 millions d'euros.

Aujourd'hui, nous souhaitons affirmer le soutien de l'UE au travail effectué par le fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture, par le rapporteur spécial des Nations unies et par le comité de prévention de la torture du conseil de l'Europe et invitons instamment les partenaires à les aider dans leur travail. L'UE défend l'objectif de l'initiative sur la convention contre la torture consistant à parvenir à une ratification et une

mise en oeuvre, au niveau mondial, de la convention des Nations unies contre la torture d'ici à 2024, dans le but d'éradiquer totalement la torture.

Nous sommes convaincus que le respect des libertés et des droits fondamentaux, la promotion de sociétés inclusives et le soutien à des sociétés civiles ouvertes et dynamiques sont la seule manière de garantir une stabilité et une sécurité durables. L'UE continuera de collaborer avec ses partenaires internationaux et régionaux pour faire en sorte que la torture appartienne au passé et faire office de figure de proue dans les efforts communs, accomplis au niveau mondial, en vue d'éradiquer la torture./.